

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

La police ouvre le feu sur des syndicalistes

Index AI : AMR 27/005/2003

ÉFAI

Jeudi 7 août 2003

FLASH

Amnesty International est très préoccupée par les informations qui lui sont parvenues concernant un raid de la police dominicaine dans les locaux d'un syndicat, le 6 août. Les policiers auraient ouvert le feu sur les personnes présentes afin de les empêcher de participer à une manifestation prévue plus tard dans l'après-midi, dans la capitale Saint-Domingue.

« *Les autorités doivent diligenter une enquête approfondie et impartiale sur cet inquiétant épisode immédiatement*, a déclaré Amnesty International. *En outre, l'organisation leur demande de réitérer publiquement leur engagement à appliquer les normes internationales gouvernant le recours à la force par les responsables chargés de l'application des lois.* »

Au moins trois syndicalistes auraient été blessés et six autres détenus par la police à l'issue du raid mené par la police à 15 h 30 dans les locaux du *Central Nacional de Transportistas Unificados* (CNTU, Union nationale des transporteurs unifiés). Ramón Pérez Figueroa, un militant, aurait été hospitalisé pour de multiples blessures après avoir été atteint aux hanches et aux jambes par des tirs au plomb ; il souffrirait également de traumatismes au niveau du thorax et de l'abdomen qui seraient dus à des coups infligés par les policiers alors qu'il tentait de fuir. Des gaz lacrymogènes ont également été utilisés.

On ne sait pas précisément pour quel motif les syndicalistes interpellés ont été détenus. Ils s'étaient retrouvés avant la manifestation qui était prévue pour 17 h 00.

Complément d'information

Les syndicalistes étaient en train d'organiser une version alternative du défilé qui avait ouvert les 14èmes Jeux panaméricains à Saint-Domingue le vendredi 1^{er} août. Le défilé alternatif, intitulé « Une flamme contre la faim », *Antorcha contra el Hambre*, s'inscrivait dans un

contexte de manifestations continues depuis plusieurs mois pour protester contre l'augmentation du coût de la vie, les hausses de carburant et autres produits de base et les coupures d'électricité, auxquelles se sont ajoutés de récents scandales financiers et l'impact de mesures économiques entreprises par le gouvernement de la République dominicaine pour répondre aux exigences du Fonds monétaire international. Le fait que le gouvernement ait débloqué des fonds pour la tenue des Jeux en dépit des difficultés économiques du pays a suscité la critique des manifestants.

Une manifestation semblable organisée le 1^{er} août pour coïncider avec l'ouverture des Jeux panaméricains, une flamme brûlant dans une marmite posée sur une poubelle en guise de torche olympique, aurait été dispersée par la police à coups de gaz lacrymogène et de plombs au moment où se formait le cortège. Selon la police, les manifestants n'avaient pas obtenu d'autorisation officielle ; les manifestants, de leur côté, insistent sur le fait que leur manifestation était pacifique et que le recours à la force par la police était excessif. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>